

Le climat au G8 : effets d'annonce et maquignonnage sur la voie d'un nouvel accord

vendredi 15 juin 2007, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 14 juin 2007).

La réunion du G8 début juin a montré comment la lutte urgente pour le climat est prise en otage, instrumentalisée et différée de façon criminelle par des gouvernements rivaux. Tout en multipliant les effets d'annonce, les maîtres du monde font passer les intérêts du capitalisme en général - et de « leurs » capitalistes en particulier - avant la préservation des grands équilibres de la biosphère.

Sommaire

- [Merkel côté cour et côté \(...\)](#)
- [Un nouveau rôle pour Bush](#)
- [Accords et compromis](#)

Alors que les stocks de céréales sont tombés à 16% de la consommation mondiale du fait des sécheresses de 2006, alors que le prix du maïs s'envole par suite de l'engouement des fermiers US pour la production d'éthanol, alors que le flux des réfugiés climatiques gonfle, au Bangladesh notamment, les dirigeants du G8 réunis sur les rives de la Baltique n'ont pu s'accorder que sur une vague promesse - une de plus : « *Nous définirons un objectif mondial de réduction des émissions* » et « *nous examinerons attentivement les décisions prises par l'Union européenne, le Canada et le Japon qui prévoient de réduire au moins de moitié les émissions mondiales d'ici à 2050* » [1].

Merkel côté cour et côté jardin

Angela Merkel se faisait fort d'arracher un accord sur les lignes de forces d'un dispositif post-Kyoto. Grâce au « *dialogue de Gleneagles* » [2], elle entendait rallier à la fois les USA et les grands pays émergents au principe d'engagements climatiques contraignants. Adossée à l'UE, soutenue par le Japon, elle proposa au G8 de se prononcer pour une réduction de 50% des émissions mondiales en 2050 et de ne pas dépasser 2°C de hausse de la température moyenne par rapport à la période préindustrielle. En fin de compte, la chancelière dut déchanter. Ce qui ne l'empêcha pas de crier victoire à l'issue du sommet : le soutien des électeurs doit être alimenté en effets d'annonce...

Un examen détaillé donne la mesure des opérations de prestidigitation médiatiques de M^{me} Merkel. L'objectif de 50% de réduction signifie des choses fort différentes selon l'année de référence. Exemple : le « plan climat » californien semble fort radical, puisqu'il vise 25% de réduction en 2020. Mais ces 25% sont estimés par rapport au niveau hypothétique qui serait celui des émissions en 2020 en l'absence de mesures, tandis que les objectifs de Kyoto sont établis par rapport à 1990. En réalité, les émissions de la Californie seront ramenées à leur volume de 1990... en 2020. Soit huit

ans après la première période d'engagement de Kyoto... au terme de laquelle elles auraient dû baisser de 7%. L'année de référence, on le voit, n'est pas un détail... M^{me} Merkel le sait. Ce n'est pas par hasard qu'elle n'a donné aucune précision à ce sujet, et que la déclaration finale n'en pipe mot. Ce n'est pas non plus par ignorance scientifique que la chancelière - elle est physicienne - a défendu conjointement deux objectifs incohérents : rester sous la barre des 2° nécessite une réduction d'au moins 80% des émissions d'ici 2050, et pas de 50%... Il est clair que, côté cour, la présidente du sommet a voulu jouer la championne climatique, comme Blair avant elle.

Un nouveau rôle pour Bush

Voyons donc le côté jardin. A Heiligendamm, G(lobal) W(arming) Bush innova dans son rôle de voyou climatique. Sa politique d'obstruction est désormais jugée intenable par la majorité de la classe dominante aux USA. A cet égard, il est significatif que l'Edison Electric Institute, le groupement professionnel des producteurs américains d'électricité, ait basculé en faveur d'une « régulation » des émissions de CO₂. D'autre part, les initiatives du gouvernement chinois mettent à mal l'idée que les pays émergents ne font rien pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Non seulement la Chine est le cinquième plus grand utilisateur d'énergie éolienne et le plus grand utilisateur de panneaux solaires thermiques, mais en plus, d'ici 2010, le gouvernement veut diminuer l'intensité énergétique de 20% et produire 10% de son électricité à partir de sources 'renouvelables' (en fait, surtout hydroélectriques). Les USA n'en font pas autant. Le locataire de la Maison Blanche ne pouvait donc plus se permettre d'apparaître dans son costume de « Mister No » climatique. Une semaine avant le sommet, il proposa aux 15 plus gros émetteurs de se rencontrer à l'automne. Objectif : à la fin de 2008, juxtaposer les plans nationaux de contrôle des émissions au cours de la période 2012-2030, et couronner le tout par un objectif non contraignant de réduction des émissions globales. Justification : une démarche « bottom-up » (de bas en haut) vaudrait mieux qu'une démarche « top-bottom » (à la Kyoto). Le dessous des cartes : puisque les Etats-Unis devront se résoudre à un calendrier de réduction, que ce soit sur le modèle californien... Pas question de leur imposer des objectifs proportionnels à leur situation de premiers responsables du gâchis climatique. Rappelons que les USA émettent 25% des gaz à effet de serre avec 5% de la population mondiale.

Manoeuvre malhabile ? Non. En effet, outre la pression interne aux Etats-Unis, deux autres éléments doivent être pris en compte. Un : les classes dominantes des grands pays en développement veulent conserver le maximum de possibilités de bâtir un développement -capitaliste- sur la combustion des combustibles fossiles. Elles ne sont pas pressées de voir l'UE, le Japon et les USA se mettre d'accord sur une politique climatique commune, car celle-ci risque de faire porter le gros de l'effort par les pays du Sud (voir l'encadré). Elles ont plutôt intérêt à exploiter les divisions entre les grands (c'est ainsi que l'Inde et la Chine, qui ont ratifié Kyoto, participent depuis 2005 au partenariat Asie-Pacifique... mis sur pied par Bush contre Kyoto). Secundo : l'UE, qui a beaucoup investi dans son leadership climatique, ne peut pas espérer maximiser cet avantage sans un accord global, incluant les USA. Grâce au système européen d'échange de droits (ETS), la City de Londres, par exemple, est bien placée pour devenir la plaque tournante du marché mondial du carbone. Mais pour cela, il faut que Kyoto trouve un prolongement impliquant toutes les parties. C'est « Je te tiens, tu me tiens, par la barbichette »... Et cela se marque très clairement au niveau de la déclaration finale du sommet du G8.

Accords et compromis

Que dit, en effet, cette déclaration ? Les médias ont monté en épingle les deux petites phrases - dont nous avons montré l'ambiguïté - sur « un objectif mondial de réduction » et « un examen attentif de

la réduction de moitié des émissions en 2050 ». Par ailleurs, ils se sont félicités du fait que les conférences climatiques de l'ONU sont confirmées comme « l'instance de dialogue appropriée pour les négociations ». Il est vrai que Bush a lâché du lest sur le principe d'un objectif de réduction, mais le texte ne précise pas s'il s'agira d'un objectif contraignant. De plus, la déclaration finale reprend purement et simplement la proposition d'une négociation séparée entre les 15 plus gros émetteurs sur base de leurs « plans nationaux » : « *Pour relever de toute urgence le défi du changement climatique, il est essentiel que les grandes économies qui (...) produisent la majorité des émissions (...) se mettent d'accord d'ici la fin de 2008 sur une proposition détaillée en vue d'un nouveau cadre international* ». Il est même stipulé que c'est « *dans le cadre de ce processus impliquant tous les grands pays émetteurs* » que « *l'objectif mondial de réduction* » sera défini et que les 50% seront « *examinés attentivement* ». Rien ne garantit donc que la méthode « bottom up » de Bush ait été abandonnée au profit d'une démarche plus conforme aux contraintes physiques du climat. Très confuse sur les lieux de décision, la déclaration semble plutôt annoncer qu'un compromis boiteux sera recherché à l'abri des regards indiscrets...

In fine, un accord global, à long terme, allant nettement au-delà de Kyoto, semble inévitable. D'une part, la situation l'impose objectivement. Les gouvernements capitalistes ne pourront pas continuer éternellement à ne (presque) rien faire : le prix social, économique et politique risque d'être beaucoup trop lourd. D'autre part, le monde des affaires est largement convaincu qu'il faut agir pour le climat... mais seulement dans la mesure où ça rapporte des profits, notamment grâce au développement du marché du carbone. Cela implique de « *ne pas en faire trop, ni trop vite* », comme dit le rapport Stern, ce que *The Economist* traduit en affirmant qu'une stabilisation entre + 2,8 et 3,2°C serait « *raisonnablement sûre* » (alors qu'elle impliquerait, notamment, une très sérieuse chute de la productivité agricole dans les pays du Sud). L'importance du thème climatique au sommet d'Heiligendamm est l'expression de cette double réalité. L'absence de tout leadership impérialiste complique terriblement la solution. Mais deux choses semblent claires : Un : l'accord que les maîtres du monde sortiront un jour de leur chapeau ne permettra pas de sauver le climat au maximum de ce qui est encore possible, loin de là. Deux : des centaines de millions, voire des milliards de gens - travailleurs et pauvres pour la plupart - paieront les frais de cette politique cynique. Dans ces conditions, le lobbying des associations environnementales montre clairement ses limites. La construction d'une vaste mobilisation mondiale pour sauver le climat dans la justice sociale s'avère plus urgente que jamais.

Encadré

Faites ce que je dis, pas ce que je fais...

Incapables de s'accorder entre eux sur des réductions de leurs émissions, les chefs du G8 s'entendent comme larrons en foire pour refiler la charge du sauvetage climatique aux pays en développement (PVD). La déclaration d'Heiligendamm réalise ainsi le tour de force de prêcher la lutte contre la déforestation en escamotant la responsabilité des multinationales de la pâte à papier, de la viande ou du bois. Dans la même veine, le texte insiste lourdement sur la nécessité pour les PVD de réduire l'intensité énergétique de leurs économies, mais en omettant de préciser que les piètres performances chinoises, par exemple (une unité de PIB requiert six fois plus d'énergie en Chine qu'au Japon), conviennent très bien aux multinationales installées dans ce pays, puisqu'elles contribuent à réduire leurs coûts de production... Tout ce discours est sous-tendu par l'idée que les réductions d'émissions doivent commencer au Sud, parce que c'est là qu'elles coûtent le moins cher. Cela va de pair avec une volonté d'utiliser la lutte contre le changement climatique comme levier

pour consolider la mainmise sur les PVD et les transformer en un juteux marché des technologies « bas carbone ». Dans ce cadre, les grandes puissances sont unanimes à vouloir supprimer toute entrave au Mécanisme de Développement Propre (MDP) ([3]). Une étude récente a montré que ce MDP est gangrené par les effets d'aubaine, la corruption et la fraude, au point que 20% des droits ne correspondent à aucun abattement réel, mais le G8 n'en a cure : il suit le rapport Stern, qui préconisait de multiplier le MDP par quarante [4]. Quarante fois plus de fraude et de corruption, quarante fois plus de fausses réductions d'émissions...

Notes

[1] « Croissance et responsabilité dans l'économie mondiale », Déclaration du Sommet du G8 de Heiligendamm, 6-8/6/07.

[2] Mis en place à l'issue du sommet du G8 en Ecosse, le « dialogue de Gleneagles » sur le climat associe les pays du G8 et les 5 grands pays émergents (Chine, Inde, Afrique du Sud, Mexique et Brésil).

[3] Le MDP permet d'acquérir des droits de polluer par le truchement d'investissements « propres » dans les pays en voie de développement.

[4] "L'après Kyoto risque d'être très libéral », *Inprecor* n°525, fév.mars 2007. Voir sur ESSF : [L'après-Kyoto risque d'être très libéral...](#)